



Pétition : Plus jamais ça ! Construisons ensemble le Jour d'Après

mardi 7 avril 2020, par [matthias](#)

15 associations et syndicats lancent une pétition pour un Jour d'Après écologique, féministe et social.

[Pour signer la pétition vous pouvez aussi cliquer ici](#)

À la suite de la tribune « Plus jamais ça, préparons le jour d'après » du vendredi 27 mars, quinze organisations lancent aujourd'hui une pétition nationale pour défendre des mesures urgentes et de plus long terme, porteuses de profonds changements politiques. Cette pétition appelle les citoyen·ne·s, qui partagent le constat dressé d'urgence sociale et écologique et en ont assez des discours creux, à se mobiliser pour que le « Jour d'Après » soit construit ensemble, en rupture avec les politiques menées jusque-là. Les solutions existent, agissons !

Ces organisations appellent les citoyen·ne·s et l'ensemble de la société à faire entendre leurs voix pour « reconstruire ensemble un futur écologique, démocratique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral. » Alors que des actions urgentes s'imposent face à la crise sanitaire et que des décisions structurantes pour l'avenir sont en cours de discussion, il est primordial d'unir nos voix et d'axer le débat sur des mesures qui sont cruciales pour ne pas reproduire les erreurs du passé.

Par cette pétition, les citoyen·ne·s ont l'occasion d'exprimer leur soutien en faveur de quatre mesures urgentes, et de trois mesures de plus long terme.

« À court terme, il s'agit de stopper les activités non indispensables, de réquisitionner établissements médicaux privés et entreprises pour répondre à la crise, de suspendre les versements de dividendes, rachats d'action et bonus aux PDG. Et d'orienter les milliards d'euros injectés dans l'économie française et européenne vers les besoins sociaux et écologiques des populations ».

« Afin de ne pas relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement, nous invitons également les citoyen·ne·s à soutenir des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça. Services publics, fiscalité plus juste, ainsi que relocalisation et réorientation de l'agriculture, de l'industrie et des services doivent devenir les nouvelles priorités de l'action politique, pour remettre l'économie au service du plus grand nombre et limiter les dérèglements climatiques ». Cette pétition sera relayée sur les sites des nombreuses organisations signataires (liens ci-dessous), et le nombre total de signataires sera calculé en temps réel sur les sites internet de toutes les organisations qui hébergent la pétition :

Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org.